

Tous contribuables !

Numéro 1

juillet 2016

La revue de Contribuables Associés

- **Le magot des subventions publiques**

ENQUÊTE SUR

la cogit

- **Hollande trouve un job en or à Thierry Lepaon**

- **La vie de château des syndicalistes**

PDF spécial
interactif de
26 pages

WWW.CONTRIBUABLES.ORG

L'actualité quotidienne des contribuables



→ CONTRIBUTIBLES ASSOCIÉS



- Travaux parlementaires
- Études et publications
- Interventions dans les médias

→ SE MOBILISER



- Newsletter
- Pétitions
- Témoignages
- Signaler un gaspillage
- Agir au niveau local

→ S'INFORMER



- Dépenses publiques
- Matraquage fiscal
 - Élus
- Fonction publique
 - Syndicats



Par Eudes Baufreton, délégué général.

Syndicats : quand l'argent public déresponsabilise !

Il y a de cela des décennies, nos dirigeants politiques ont cru acheter une bien illusoire paix syndicale avec l'argent des contribuables. Subventions directes, paritarisme, mise à disposition de fonctionnaires et de locaux... Chaque année, nous injectons l'équivalent de 4 milliards d'euros dans les caisses de syndicats dit représentatifs.

Comme si cela ne suffisait pas, les socialistes ont voté en 2014 **une contribution syndicale OBLIGATOIRE de 0,016 %** payée mensuellement depuis le 1^{er} janvier 2015 par chaque salarié de droit privé de France et de Navarre (mais pas par

travailleurs et l'entreprise. Des syndicats qui seraient financés librement par ceux qu'ils représentent pour le résultat de leurs actions, comme nous sommes en droit de l'attendre dans une société de libre choix et de concurrence. Le travail est une valeur commune qui doit être défendue par tous et pour le bien de chacun.

Pour l'heure et pour qu'une nouvelle représentation syndicale responsable, constructive, libre et apolitique puisse émerger, il est urgent et indispensable de mettre fin au financement public des syndicats, qu'il provienne de l'argent de nos impôts ou de la taxe syndicale OBLIGATOIRE.

Contribuables Associés lance une grande pétition nationale pour mettre fin au financement public des syndicats sur www.contribuables.org. Signez-là !

Nous demandons la fin du financement public des syndicats

les fonctionnaires...), soit un juteux pactole – un de plus – de 100 millions d'euros au total, que se partagent les syndicats de salariés et d'employeurs... Cette « contribution au dialogue social des entreprises » se surajoute au 1,6 milliard d'euros que coûte la représentation syndicale au secteur privé.

À l'arrivée, ce sont 5,5 milliards d'euros par an qui sortent discrètement de notre poche (contribuables et salariés) directement ou indirectement, mais toujours sous la contrainte. Vous appelez ça du dialogue social ? Tout ça pour être bloqué à la station essence, sur un quai de gare ou encore dans le noir ?

En France, nous avons besoin de vrais syndicats avec des valeurs, qui respectent le travail, les

Vous lisez sur votre écran le premier numéro numérique de *Tous contribuables !*, la revue de notre association Contribuables Associés. Bien plus riche que l'ancienne édition papier, votre nouveau magazine trimestriel dans ce format interactif offre de nombreux avantages : il fait le lien avec des interviews filmées, des images d'archives, des articles et des études sur internet, etc.

Pour le numéro 2 de *Tous contribuables !*, nous travaillons sur une maquette qui vous offrira un plus grand confort de lecture sur écran.



Sommaire

Tous contribuables ! Juillet 2016

12



6



23



Tous contribuables !

Rédaction :
42, rue des Jeûneurs
75002 Paris
Tél. : 01 42 21 16 24
redaction@contribuables.org
www.contribuables.org

Responsable de la publication :
Eudes Baufreton .

Rédacteur en chef :
Jean-Baptiste Leon.

Ont collaboré à ce numéro :
Olivier Bertaux,
Roman Bernard, Fabrice Durtal,
Guirec Le Guen.

Conception graphique :
Nicolas Lemay.

Dessins :
Ignace, Miège.

Infographies :
Guillaume Gaidot.



5 La CGT en 10 chiffres

6 Petite Histoire de la CGT qui fête ses 121 ans en 2016

11 L'argent du grand frère soviétique

12 Philippe Martinez ou l'archaïsme pragmatique

14 Hollande trouve un job en or à Thierry Lepaon

15 Des syndicats assis sur un tas d'or

15 D'où vient le pactole ?

16 Le rapport interdit de Nicolas Perruchot

17 Quand la CGT joue plus de 40 millions en bourse

18 C'est la vie de château pour les syndicats et les CE du public

20 Syndicats : entre 22 % et 81 % de subventions publiques

21 Un milliard pour les syndicats de la fonction publique

21 Le financement des syndicats rendu obligatoire !

22 Comment l'État paye les deux tiers des cotisations syndicales

23 Le siège de la CGT bâti avec l'argent des contribuables

24 La BD d'Ignace : quand la CGT bosse contre la loi Travail, ça fait mal !

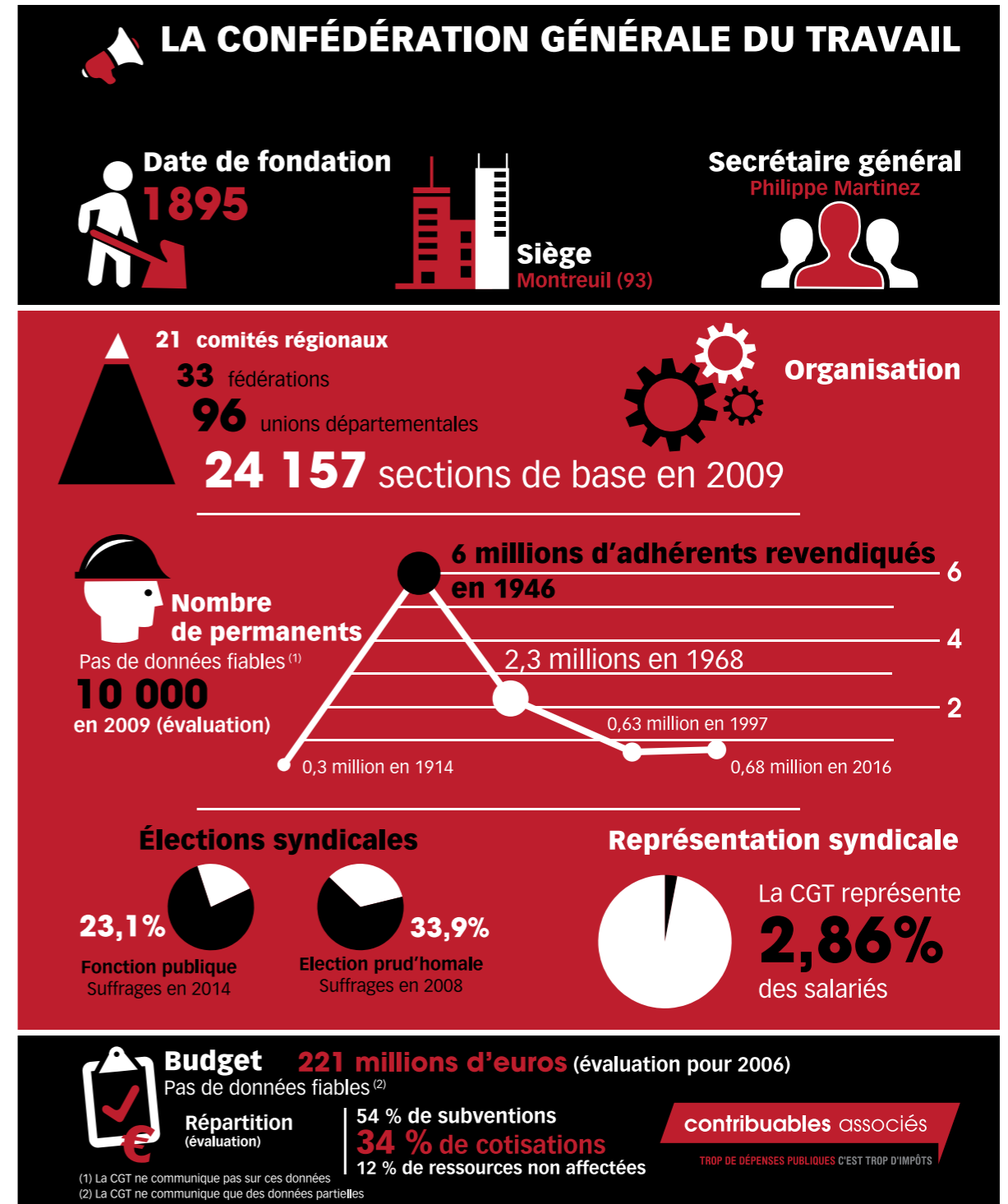
Ce numéro de *Tous contribuables !* est un PDF interactif. Vous y trouverez de nombreux liens internet **indiqués sous la forme d'un texte gras souligné et surligné d'un coup de stylo.**

Nous vous conseillons de lire ce PDF avec une version à jour d'Adobe Acrobat que vous devrez autoriser à passer en plein écran pour un confort de lecture optimal.

Participez à la diffusion de cette enquête sur la CGT en soutenant Contribuables Associés. Mille mercis !

Enquête sur la CGT

La CGT en 10 chiffres





Le char CGT à la Gay Pride de Lille en 2015. En cohérence avec la politique de destruction de la société menée par le syndicat.

Panorama. De sa naissance en 1895 aux dernières violences à Air France et dans les rues de France à l'occasion des manifestations contre la loi Travail, la Confédération générale du Travail alias « La Cégète » a toujours été un syndicat primaire préférant l'affrontement au dialogue, le sabotage au compromis.

Petite Histoire de la CGT qui fête ses 121 ans en 2016

On connaît Limoges pour sa porcelaine et son pâté de pommes de terre, mais les cégétistes y voient aussi la terre natale du prolétariat. C'est en effet dans cette ville, pourtant placée sous la protection de Saint Martial, que le syndicat est né en 1895 après l'abolition de la loi Le Chapelier proscrivant les organisations ouvrières.

« La CGT, c'est le Cancer Général du Travail ; encore que Krasucki dit que c'est faux, parce que le cancer évolue, et pas la CGT ! », racontait Coluche. Trente ans plus tard, cette boutade reste d'actualité tant ce syndicat donne l'impression de faire un pied de nez au darwinisme. Son horloge interne s'est arrêtée à la fin du XIX^e siècle lorsqu'il était question de pendre le dernier patron avec les boyaux du dernier contremaître.

Le socle idéologique de la CGT a été ratifié en 1906 lors de la signature de la « charte d'Amiens ». On y trouve la formulation de l'acide social qui tuera tant d'entreprises : la lutte des classes est décrite comme le moteur de l'histoire et la grève comme le meilleur moyen d'accélérer le processus. Objectif final : la disparition du patronat et de la propriété individuelle.

Haine des contremaîtres, haine des patrons, haine de l'état bourgeois : la CGT a toujours été proche d'un PC dont elle

relaie l'action depuis 1920. Peu importe si son acte de naissance prône l'apolitisme. Le grand frère rouge a toujours été le bâton de marche de la centrale de Montreuil à l'exception d'une courte période, sous **Louis Viannet**, à la fin des années 1990.

Savoir manier une clé à molette mais aussi une faucille et un marteau : les liens entre la CGT et les communistes se sont resserrés avec Benoît Frachon (1945-1967), ancien ouvrier métallurgiste qui cornaquera la Confédération sous le Front populaire. Petit bonhomme tout rond, tout rose et tout sectaire, Georges Séguy dirigea le syndicat de 1967 à 1982 avec un œil tourné en permanence du côté de Moscou. Sans oublier Henri Krasucki (1982-1992), brocardé par les humoristes (le « Crabe Zuki » du **Bébête Show**) pour son côté rustaud et gouailleux. Il sollicitera et obtiendra du Politburo soviétique une aide financière (10 millions de francs versés en deux fois en 1985 et 1986, lire page 11) pour son syndicat.

Quand la CGT préfère Marx à Proudhon

Frachon, Séguy, Krasucki, Viannet, Thibault, Lepaon et aujourd'hui Martinez. Quelle que soit leur génération, tous ces hommes sont parés des plumes rouges du syndicalisme révolutionnaire. Détruire pour continuer à exister : le syndicat applique la ligne de conduite issue de la Première Internationale, celle qui choisit Marx plutôt que Proudhon, la violence plutôt que le pacifisme.

À la CGT, cette tentative communiste fut si totale qu'en 1921, une branche dissidente se détacha de l'arbre. Plus coco que coco, elle s'appelait la CGTU. Sitôt fondée, elle s'affilia à « l'Internationale syndicale rouge » pour travailler sous le patronage du Kremlin. La brouille sera



PHOTOS : D. R.

courte. Comme les deux faces d'un même marteau et d'une même faucille, CGT et la CGTU (U pour unitaire) se donnent l'accolade dès 1934, après la manifestation des ligues d'extrême droite sur la Place de la Concorde à Paris. La réunification des réformistes (CGT) et des confédérés (CGTU) sera officielle lors du congrès de Toulouse en 1936.

Plus forts et plus nombreux : ces retrouvailles firent mouche lors des grandes grèves de 1936 où l'action de la CGT additionnée à celle de l'ex-CGTU fut déterminante. Les effectifs de la Confédération passèrent de 800 000 à plusieurs millions d'adhérents en l'espace d'un an.

Cette même année, la Confédération obtint une victoire par KO contre le patronat grâce aux concessions de Léon Blum : les accords de Matignon accordent notamment le relèvement des salaires, l'extension des conventions collectives, des délégués du personnel à l'intérieur des entreprises, la semaine de 40 heures et 15 jours de congés payés. Le syndicat pouvait triompher.

La CGT et Vichy

Après l'ébriété du Front populaire, la gueule de bois. La guerre fut une période sombre pour la CGT, tiraillée entre son amour pour un PC **approuvant le pacte germano-soviétique de l'été 39** et les partisans de la ligne antihitlérienne, hostile au « défaitisme révolutionnaire »

prôné par Moscou. La CGT finira par demander à tous ses adhérents de désavouer le pacte germano-soviétique. Certains de ses dirigeants refusent. Ils seront exclus.

Une déliquescence en appelle une autre : une grande partie de la gauche donne les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain qui remet en cause l'existence du syndicat, peu après la formation du gouvernement de Vichy.

Des dirigeants de la CGT d'avant-guerre se rallient au pétainisme. René Belin, l'un des anciens responsables de la Confédération deviendra même secrétaire d'État à la Production industrielle et au Travail de 1940 à 1942. Il signera la loi portant sur le statut des juifs d'octobre 1940.

Côté Résistance, la réunification entre les factions de la CGT est facilitée par la fin du pacte germano-soviétique. Dès 1943, le syndicat se ressoudé dans la clandestinité. Les militants de la CGT combattent l'occupant aux côtés des syndicalistes chrétiens de la CFTC. Durant une guerre, écrivait Maupassant les hommes deviennent pires ou meilleurs. La bravoure des résistants cégétistes n'a été contestée par personne.

En juillet 1944, le gouvernement provisoire de la République d'Alger rétablit la liberté syndicale. La CGT sort de la clandestinité à l'été 1944. Après la Libération, la CGT appelle au productivisme et à la reconstruction économique ▶

L'oeil de Moscou

De gauche à droite : Benoît Frachon (avec la pipe), Georges Séguy. Ces deux anciens dirigeants du syndicat n'ont eu de cesse de resserrer les liens avec le grand frère communiste. Puis enfin, René Belin, ministre du Travail de Pétain. Ancien membre de la CGT.

du pays. C'est une période où elle affiche jusqu'à 6 millions d'adhérents. Pour sauvegarder la sainte alliance avec le PC, les nouveaux statuts votés lors du congrès d'avril 1946 interdisent le cumul des fonctions de membre du bureau de la CGT et de parlementaire. En revanche, les membres du bureau peuvent appartenir « aux organismes directeurs d'un parti politique ». Ce sera évidemment le « parti du peuple ».

Côté gouvernance, le congrès de 1946 greffe une tête bicéphale au syndicat avec d'une part, le communiste Benoît Frachon (ex-CGTU), et d'autre part, Léon Jouhaux, moins radical.

Contre le plan Marshall

Si le modèle du syndicalisme révolutionnaire est difficile à imposer en France, la CGT fait son possible pour l'exporter durant les années 1950. Elle prend parti contre la France coloniale durant la Guerre d'Indochine (1946). Onze ans plus tard, dans la roue du PC,

Insurrection

Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1947, des militants de la fédération du Pas-de-Calais de la CGT sabotent la liaison ferroviaire Paris-Tourcoing. Un train déraile près d'Arras. Bilan : 16 morts et 50 blessés.

elle aura la même attitude en soutenant le FLN et ses porteurs de valises pendant la guerre d'Algérie.

Pour un syndicaliste révolutionnaire, la couleur de l'enfer c'est le vert, la couleur du dollar. Dans l'après-guerre, les durs de la CGT s'opposent au Plan Marshall. En mai 1947, les ministres communistes sont chassés du gouvernement Ramadier. De grandes grèves démarrent l'hiver de la même année. C'est le temps de la confrontation pour la confrontation. Le PC est fort et veut en découdre. Les grévistes réclament des augmentations de salaire de 25 % et la révision trimestrielle de leurs émoluments. Ce jusqu'au-boutisme provoque des affrontements au sein même des instances du syndicat où l'on s'interroge sur les motifs et la conduite de ces actions.

Le président du Conseil Paul Ramadier (SFIO) tombe en novembre 1947, alors que les grèves insurrectionnelles menées par le PCF et la CGT s'étendent dans toute la France. Dans la nuit du 2 au

3 décembre, des militants de la fédération du Pas-de-Calais de la CGT sabotent la ligne ferroviaire Paris-Tourcoing. Un train déraile près d'Arras. **Bilan : 16 morts et 50 blessés (cliquez ici pour lire la vidéo).**

En décembre 1947, Jouhaux claque la porte et lance la CGT-FO pour rompre le lien ombilical avec le PC. **FO sera financée par la CIA.** De leur côté, les enseignants refusent d'opter entre la CGT et FO et créent la FEN. La galaxie syndicale française est presque au complet.

Le joli mois de mai 1968

Dans les années 1950, le monde syndical se partage entre la CGT et des syndicats réformistes, moins motivés par l'anéantissement du capitalisme que par le partage de la valeur ajoutée.

La CFTC se scinde à son tour en 1964 pour donner naissance à la CFDT, proche du PSU de Depreux et de Rocard. Ses fondateurs quittent le vaisseau amiral pour mettre la barre à gauche. Ils pactiseront avec la CGT à la fin des années soixante. Cette union entre les rouges CGT et les roses de la CFDT se délabrera après les émeutes de mai 68.

En 1972, la CGT soutient officiellement le Programme commun de la gauche. Après l'élection de François Mitterrand, en 1981, le gouvernement de Pierre Mauroy sait récompenser les syndicats qui ont porté son champion au pouvoir. Il leur accorde la nationalisation de cinq groupes industriels et de 36 banques, des ordonnances réduisant la durée du travail à 39 heures, la cinquième semaine de congés payés et la retraite à 60 ans.

Toujours en 1981, la CGT manifeste son soutien officiel aux quatre ministres communistes du gouvernement Mauroy. Cet alignement avec armes et bagages provoque une crise au sein même de la CGT. Deux secrétaires confédéraux démissionnent. Henri Krasucki devient secrétaire général en 1982 à la place de Georges Séguy et s'engage dans un processus de « soutien critique » à Pierre Mauroy. Pour continuer à exister, il faut contester. Krasucki l'a bien compris. Il attend son heure.



Le président du Conseil Paul Ramadier tombe en novembre 1947, alors que les grèves insurrectionnelles menées par le PCF et la CGT s'étendent dans toute la France.



Le rustaud et gouailleux Henri Krasucki fut secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992.

Elle viendra après le départ des ministres communistes du gouvernement, en 1984. La CGT monte alors au créneau contre François Mitterrand. Elle se raidit lorsque les autres syndicats se relâchent. Et la Cégète retourne à ses vieilles lunes idéologiques. Elle sortira de son isolement en 1985 avec les journées nationales d'action interprofessionnelle (projet de loi Delebarre sur la flexibilité...). C'est durant la **grande grève des cheminots de janvier 1987 (cliquez ici pour lire la vidéo)** que le syndicat fait sa grande démonstration de force sans parvenir toutefois à paralyser le pays.

Le déclin

Malgré tous les efforts du soldat Krasucki, qui rend son tablier en 1992, les effectifs de la CGT chutent au milieu des années 90 dans un déclin symétrique à celui du PC. Le rouge est passé de mode. Du coup, sous le règne de Louis Viannet, la CGT tente de prendre ses distances avec Georges Marchais, puis avec **Robert Hue**, le communiste qui ressemble à un nain de jardin. En signe de bonne foi, la Confédération renonce même à donner des consignes de vote en faveur du PC. C'est l'ère de la schizophrénie.

Lors des grandes grèves de l'automne 1995, la CGT s'allie avec FO pour combattre la réforme de la Sécurité sociale



Cette affiche anti-police de la CGT a fait scandale au mois d’avril dernier.



Grève des cheminots

Bernard Thibault est secrétaire général de la fédération CGT des cheminots de 1993 à 1999. Il connaît son heure de gloire en 1995 avec les grèves qui ont fait plier le gouvernement Juppé sur sa réforme des retraites.

alors que la direction de la CFDT soutient le plan Juppé. Puis, elle fait front commun avec la CFDT contre le projet de réforme des retraites en 2003.

Sous l’ère Sarkozy, la CGT, tombée au plus bas, joue un rôle ambigu avec le pouvoir afin de conserver son statut de premier syndicat de France. Après les élections prud’homales de 2008, elle reprend la voie de la contestation pure et dure. À l’occasion de la réforme des retraites de 2010, elle attaque le gouvernement Fillon et met des centaines de milliers de fonctionnaires dans la rue. En mai 2012, elle revient sur la parole d’apolitisme donnée par Louis Viannet. Bernard Thibault engage les adhérents de la CGT à désavouer le Président sortant.

Ce retour à l’activisme politique a ranimé les dissensions au sein de la centrale. Avec d’un côté une ligne dure, moscovite, partisane des conflits radicaux, et de l’autre une branche plus encline à la négociation. Cette schizophrénie interne a donné sa pleine mesure avec la nomination de Thierry Lepaon après le départ de Bernard Thibault.

L’élection de cet ancien métallo investi le 6 novembre 2012, après 9 mois de tergiversations a sonné le début d’un processus de déchirement. Qu’il s’agisse de l’accord sur la formation professionnelle qu’il

voulait ratifier, de l’interminable grève des cheminots de juin 2014 qu’il soutenait à regret, on l’a jugé trop mou, pas assez combatif. Sa croisade contre l’austérité a fait un flop intégral. Pour lui éviter la douleur d’un second mandat, certains radicaux « les neuf traitres », comme il les appelle, ont alors sorti les peaux de banane : coût des travaux de son bureau, argent englouti dans la rénovation de son appartement de fonction, indemnités... tout y passé. Il mettra un an et demi avant de céder son tablier à Philippe Martinez (sur la suite des aventures de Lepaon, lire notre article page 14).

Exit Lepaon, bienvenue au camarade Martinez. Ex-numéro un de la branche métallurgie de la centrale (FTM-CGT), le nouveau secrétaire général de la CGT, un ancien de Renault, ressemble à un personnage de Cabu avec sa grosse moustache noire (son portrait pages 12-13). Et maintenant ? Eh bien, il s’agit d’inventer de nouveaux conflits à mener avec les nouveaux prolétaires. Raison pour laquelle le syndicat s’est engagé aux côtés des migrants, nouveau réservoir de la misère universelle. Des papiers, de l’argent et du travail pour tous les damnés de la terre ? Logique ! Comme disait Marx, les prolétaires n’ont pas de patrie.

FABRICE DURTAL ■

L’or de la Volga. Jusqu’à la chute de l’URSS, le PC« F » et la CGT ont été financés avec l’argent de Moscou. Sans jamais qu’ils s’en expliquent...

L’argent du grand frère soviétique

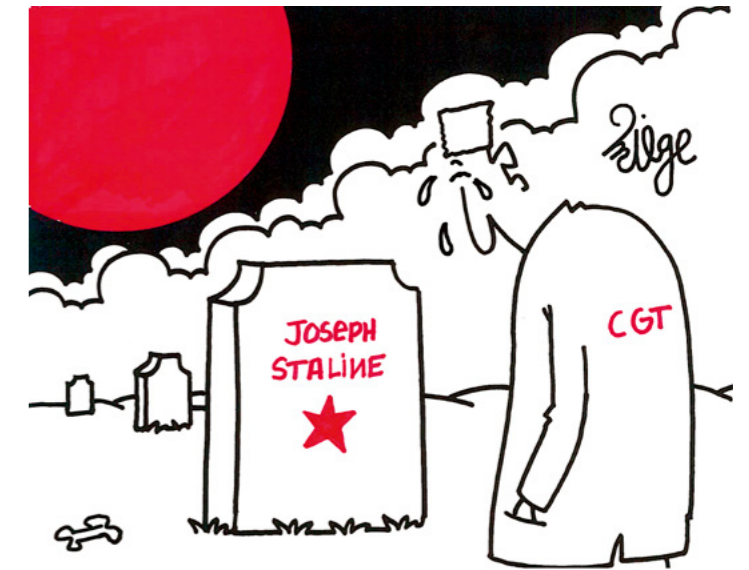
De sa création en 1920, lors du fameux congrès de Tours, jusqu’à l’effondrement de l’Union soviétique, en 1989, le Parti communiste français a touché tous les ans sa (grosse) gamelle du « grand frère » moscovite. C’est le Politburo, sanctuaire du pouvoir, présidé par le Premier secrétaire et « chef suprême » de l’URSS en personne, qui décidait des sommes à attribuer. Celles-ci étaient transférées la plupart du temps de la Gosbank (banque d’état soviétique) au PC via des valises de liquide ou de lingots d’or remises par le KGB.

Ainsi, comme l’a révélé l’ouverture d’archives, ces 6 millions de dollars délivrés par le PC soviétique au PCF, juste avant l’invasion de l’Afghanistan, « étant donné la situation extrêmement difficile du Parti ». Le 13 octobre 1983, c’est **Gaston Plissonnier**, l’un des pontes du PC français, qui reçoit la valise ainsi qu’en témoigne un compte-rendu à en-tête « très secret » du KGB : « Conformément à vos instructions du 23 septembre dernier, la rencontre a eu lieu à Berlin avec le camarade Plissonnier et son homme de confiance, lors de laquelle nous avons remis aux amis français la somme de 1M\$ qui leur a été assignée. »

Krasucki demande l’aide de l’URSS

En 1988, a aussi révélé **L’Express**, la campagne présidentielle du candidat du PC, André Lajoinie, a été entièrement financée par l’URSS.

A raison, moyenne estimée, de 5 millions de dollars par an, ce n’est pas moins de 350 millions de dollars dont a bénéficié le Parti communiste français entre 1920 et 1989. Un quart de cette somme aurait été attribuée à la CGT et à



De 1920 à la chute du mur de Berlin, la CGT aurait reçu au moins 90 millions de dollars des Soviétiques. De quoi lui faire regretter Staline...

ses satellites, soit près de 90 millions de dollars dans les caisses de la Centrale !

Laquelle, en outre, va aussi servir directement à Moscou si nécessaire. En témoigne notamment cet autre « relevé » d’une « réunion de dotation » du Politburo (mars 1985) : « Le secrétaire général de la CGT Henri Krasucki, membre du bureau politique du PCF, a demandé au conseil central des syndicats de l’URSS d’accorder à son syndicat une aide urgente de 10 millions de francs (1 million de roubles convertibles). Cette demande a un caractère strictement confidentiel et seuls les dirigeants de la CGT membres du comité central du PCF ont été informés de cette demande. Cette aide sera accordée en deux versements en 1985 et 1986 de 500 000 roubles provenant du Comité du tourisme et d’excursion. » En l’occurrence, une excursion en eau trouble...

FABRICE DURTAL ■



Portrait. Manifestations, grèves ou blocages de raffineries, tout semble obéir aux injonctions de l'irascible et omnipotent patron de la CGT.

Philippe Martinez ou l'archaïsme pragmatique

Les bacchantes ont dû hanter les cauchemars de François Hollande et Manuel Valls. Encore pratiquement inconnu au début de l'année 2016, Philippe Martinez est devenu en

quelques semaines la figure de proue incontestée de l'opposition à la « loi travail ».

Philippe Martinez, c'est la bonne vieille gauche ratapoil telle qu'on aime à la caricaturer, celle d'avant la chute du Mur de Berlin, qui ne rêve que d'en découdre avec les patrons entre un pastis et un match de foot. Avec sa carrure, son refus assumé de la cravate et son épaisse moustache, il incarne avec une indéniable jubilation cette gauche râleuse toujours prête à plumer la volaille socialiste, fût-ce en paralysant le pays. Stalinien ? Il s'en défend, mais juste ce qu'il faut pour rassurer la gauche « d'en haut » sans décevoir les militants. D'une certaine façon, il fait penser aux spectres shakespeariens

qui renvoient les personnages à leurs turpitudes, ou à leurs crimes.

Car le secrétaire général de la CGT entend incarner cette classe ouvrière qu'a trop visiblement abandonnée le Parti Socialiste au profit des rêveries de Terra Nova. Surtout, il veut prouver que la « gauche de la gauche » n'est pas morte, ni résiduelle. Cet apparatchik est aussi, et d'abord un homme de convictions.

Ses convictions, il les a puisées très tôt dans le milieu familial. Philippe Martinez naît en 1961 dans une famille originaire d'Espagne. Le père, ouvrier, et la mère, femme de ménage, vivent dans un petit appartement à Rueil-Malmaison. L'histoire familiale récente sur fond de guerre civile nourrit un anti-franquisme farouche que n'arrange guère le contact avec les familles plus bourgeoises de la commune. C'est donc tout naturellement qu'il inaugurerait sa vie militante aux Jeunesses Communistes où il développerait un marxisme brut de décoffrage mais vigoureux. L'adhésion au PCF suivra quasi automatiquement.

Patron de la CGT de Renault à 36 ans

Puis, ce sont les débuts dans la vie active, très précisément chez Renault sur le site emblématique de Billancourt. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il ne se syndique pas tout de suite à la CGT. Après tout, il est technicien, pas vraiment ouvrier. Il lui suffira d'un petit incident (une mission en Espagne qu'on lui refuse), pour prendre sa carte de la centrale. Deux ans après avoir pris sa carte, il deviendra délégué syndical. À 36 ans, il sera à la tête de l'ensemble de la CGT de l'entreprise. Il lui faudra attendre 2008 pour prendre la tête de la fédération de la métallurgie, l'une des plus puissantes de la centrale syndicale.

Entre temps, en 2002, pour des raisons obscures, il ne renouvelle pas sa carte du Parti communiste. Selon certaines sources, la cause serait un désaccord avec Robert Hue, mais on peut y voir aussi le résultat d'un diagnostic sévère sur un parti devenu un champ de ruines.

En 2002, pour des raisons obscures, il ne renouvelle pas sa carte du Parti Communiste

Bio-Express

1961 :

Naissance à Suresnes.

1982 : Entrée aux usines Renault, site de Billancourt.

1984 : Adhésion à la CGT.

2002 : Démission du PCF.

2015 : Élection au secrétariat général de la CGT

Pragmatique, Philippe Martinez a sans doute compris qu'il n'y avait plus grand'chose à tirer du vieux Parti de Thorez.

En effet, s'il demeure façonné par le logiciel marxiste, Philippe Martinez est d'abord un pragmatique, voire un politique. Ses airs bourrus, ses colères ne sont la plupart du temps qu'une façon de déstabiliser l'adversaire avant la discussion, les ruses favorites de ce négociateur excessivement mûr.

Ses talents de manœuvrier se sont clairement manifestés lors de son élection à la tête de la CGT, en janvier 2015. L'année précédente a été marquée par les scandales qui ont atteint Thierry Lepaon, accusé de profiter de façon un peu trop voyante des avantages de son poste de secrétaire général. Plus largement, la centrale syndicale souffre d'une véritable hémorragie de militants, tandis que les militants les plus à gauche, les intransigeants, tiennent le haut du pavé. Trop fin pour accabler son prédécesseur, Philippe Martinez sait flatter l'aile gauche de la CGT et obtient plus de 90 % des voix lors du congrès. Derrière le dogmatisme affiché, il y a une incontestable part d'opportunisme chez notre moustachu.

Cet opportunisme explique-t-il sa dureté en ce qui concerne la loi EL-Khomri ? Tout incline à le croire. Avec le « social-libéralisme » du duo Hollande-Valls, un boulevard semble ouvert à la gauche contestataire, un boulevard que ses idées, mais aussi sans doute le goût du pouvoir le poussent à emprunter. Celui que l'on présente un peu facilement comme un dinosaure a trouvé sa véritable « niche » en termes de marketing.

Une niche au demeurant fort risquée pour son camp, et surtout pour le pays.

GUIREC LE GUEN ■



Recasage. Thierry Lepaon, l'ex-secrétaire général de la CGT, devrait retrouver un poste aux petits oignons grâce à François Hollande.

Hollande trouve un job en or à Thierry Lepaon

Nous en étions restés sur les gros soucis qu'avait rencontrés Lepaon fin 2014 : **rénovation de son appartement de fonction pour 130 000 euros**, de son bureau au siège de la centrale à Montreuil pour 62 000 euros, mais aussi **son gros chèque façon parachute doré** qu'il avait touché de la CGT Normandie (30 000 euros).

Des affaires de gros sous qui n'ont rien pour surprendre car l'on sait que la CGT regorge d'argent (public). Des sommes considérables glanées à la sueur des véritables travailleurs et des contribuables, comme nous l'avions révélé en 2012 (plus de 82 millions d'euros de réserve financière dont 41 millions en placements, voir ici : un **expert-comptable analyse les comptes de la CGT**).

Ces révélations en cascade valurent à Thierry Lepaon d'être poignardé dans le dos par ses camarades (pas vraiment étrangers à sa chute) et de perdre sa place de Gauleiter de tous les bolchos, en janvier 2015, le jour-même de l'attentat à Charlie Hebdo.

Ne sortons pas les mouchoirs, Lepaon est aujourd'hui toujours rémunéré par le syndicat, **(c'est-à-dire en grande partie grâce à l'argent public)**, la CGT n'ayant « pas trouvé d'évolution professionnelle en ce qui le concerne » (sic), de l'aveu-même de son successeur Philippe Martinez.



JEAN-BAPTISTE LEON ■

4 200 euros par mois

Lepaon a dû quitter son logement de fonction en février et a été privé de son Renault Grand Scenic de fonction. Il continue néanmoins d'être rémunéré 4 200 euros net par mois par la CGT.

Homme de réseaux, l'ancien chaudronnier maîtrise l'art courtoisanesque du parachutage : entre 2010 et 2013, Lepaon a représenté la CGT dans ce grand fourre-tout et n'importe quoi qu'est le **Conseil économique, social et environnemental** (un poste rémunéré 3 786,76 euros brut par mois en 2016). François Hollande, bon prince, devrait donc recaser Thierry Lepaon. Mais où ça ? Eh bien dans un de ses multiples fromages que compte la République pour ses prébendiers de tout bord, à savoir l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (**ANLCI**), créée en 2000, et qui compte 12 personnes pour un budget annuel de 1,2 million d'euros, dont 600 000 euros de subvention d'État, selon Europe 1.

Lutter contre l'« apartheid »

Thierry Lepaon a fait depuis longtemps (en 1996, il avait écrit un rapport sur le sujet pour le Conseil économique et social régional de Basse-Normandie) de la lutte contre l'illettrisme un de ses combats, ce qui est tout à son honneur.

Il devrait donc atterrir à l'ANLCI. Mais gros hic : le président de l'ANLCI ne touche aucune rémunération (le poste ne doit cependant pas être dépourvu de quelques sympathiques à-côtés, n'en doutons pas).

Ni une ni deux, le gouvernement, jamais avare de l'argent du contribuable, a trouvé la parade et décidé, révèle *Le Canard enchaîné* du 13 avril 2016, de transformer l'ANLCI en une « Agence de la langue française, dont le président sera rétribué ». Il s'agit en réalité de l'Agence de la langue française pour la cohésion sociale, dont Manuel Valls a annoncé, au mois d'avril, la création d'ici la fin de l'année, dans le cadre de ses mesures de lutte contre l'« apartheid » des quartiers. Que ne ferait-on pas en Hollande pour un syndicaliste blackboulé par ses pairs...

Pompe à fric. Chaque année, les syndicats de salariés et de patrons touchent en moyenne quelque 5,5 milliards d'euros de la collectivité.

Des syndicats assis sur un tas d'or

C'est l'un des chiffres – cachés – qui ressort du rapport non publié du député Perruchot sur le financement des syndicats, en 2011. 4 milliards d'euros vont aux organisations de salariés ; de 1 à 1,5 milliard d'euros est versé aux organisations patronales. Une récente étude du cabinet Audisol et de l'Institut d'Administration des Entreprises est plus mesurée. Elle évalue entre 22 % et 81 % du budget selon les syndicats, la part des subventions publiques dans le financement des centrales syndicales. Il n'empêche, le système français est unique. Alors que dans tous les pays comparables au nôtre, 90 % des ressources des syndicats de salariés proviennent des cotisations de leurs syndiqués et du placement de leurs réserves, en France les cotisations des membres ne couvrent que 3 à 4 % des budgets. Quand on sait que la France détient le taux de syndicalisation le plus bas du monde occidental, soit 7,7 % (5 % dans le privé, environ 15 % dans le secteur public), quelle légitimité ont donc ces organisations que l'on dit représentatives ?

J.-B. L. ■

7,7 %

La France détient le taux de syndicalisation le plus bas du monde occidental, soit 7,7 % des salariés, mais a le plus grand nombre de permanents syndicaux. Cherchez l'erreur...

■ Ressources des syndicats : 5,5 milliards par an

Ressources des syndicats de salariés : 4 milliards par an

- 96 à 97 % des ressources des syndicats de salariés ne viennent pas des cotisations.
- 90 % des moyens proviennent des employeurs :
 - 1,34 milliard de l'État (mise à disposition de fonctionnaires)
 - 1,6 milliard des entreprises (et notamment celles du public, type EDF, SNCF, RATP), via les décharges horaires.
- 4 à 5 % viennent de subventions publiques directes.
- 2 % viennent du paritarisme : formation professionnelle, « 1 % logement », grands organismes de la Sécurité sociale et de l'Unedic, caisses de retraite.

Ressources des syndicats patronaux : 1 milliard à 1,5 milliard par an

Cotisations : 15 à 60 % des ressources selon les syndicats.

Source : Commission d'enquête parlementaire sur le financement des syndicats, 2011

Nababs. L'essentiel des ressources des syndicats ne provient pas des cotisations.

D'où vient le pactole ?

Les sources de financement sont très variées, difficiles à mettre au jour : mises à disposition de personnel et de locaux par des administrations et des grandes entreprises publiques et privées, subventions accordées sur les fonds de la formation, de la Sécurité sociale, de l'assurance-chômage, des handicapés, des assurances vieillesse complémentaires, du 1 % logement, subventions de l'État et des

collectivités locales, et la toute nouvelle taxe syndicale... Les ressources des syndicats de salariés sont trois à quatre fois supérieures à celles des syndicats anglais ou allemands, qui ont pourtant 5 à 10 fois plus de membres. Les seules entreprises publiques rémunèrent 30 000 à 40 000 salariés mis à disposition des syndicats, la fonction publique en fournissant de son côté 17 000.

F. D. ■



Scandale. Pour ménager les syndicats à la veille de la Présidentielle, la droite au pouvoir avait bloqué fin 2011 la parution du rapport Perruchot.

Le rapport interdit de Nicolas Perruchot

Stupeur dans les couloirs de l'Assemblée ce 30 novembre 2011. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des organisations professionnelles et syndicales est rejeté : les députés UMP (moins l'élu des Yvelines Arnaud Richard) ont décidé de s'abstenir lors du vote. Le champ est laissé libre aux députés PS pour enterrer le rapport de Nicolas Perruchot, le député Nouveau Centre de Loir-et-Cher. Ce sont pourtant ces mêmes députés UMP qui avaient souligné la qualité du travail effectué par N. Perruchot. La création de la commission avait pris trois ans, N. Perruchot avait entendu une

centaine de personnes : des experts, des chercheurs, des responsables syndicaux, des hauts fonctionnaires, au cours de 45 auditions. Des mois de travail réduits à néant, les 288 pages du rapport jetées à la poubelle, une première dans l'histoire de la Chambre des députés... On sait aujourd'hui que les élus UMP ont obéi à un mot d'ordre « venu de très haut », relayé par leur président de groupe, Christian Jacob, proche de la FNSEA : le gouvernement de l'époque a fait pression pour que les parlementaires ne jettent pas d'huile sur le feu en faisant des révélations sur l'argent des syndicats à l'orée de la campagne présidentielle. **J. - B. L.** ■

■ L'interview vérité de Nicolas Perruchot

Le 18 avril 2013, Nicolas Perruchot était l'invité du Direct des Contribuables, présenté par Jean-Baptiste Leon. A l'occasion de cette émission de 30 mn en direct, Nicolas Perruchot est revenu pour Contribuables Associés, 1 an et demi après que le système a voulu le faire taire, sur son enquête parlementaire sur les financements des syndicats. Cette vidéo est visible sur la chaîne You Tube de Contribuables Associés. **Abonnez-vous à notre chaîne You Tube.** Cliquez sur la vidéo pour voir l'interview.

Crésus. La CGT donne des leçons de capitalisme, mais pas celles auxquelles on pouvait s'attendre.

Quand la CGT joue plus de 40 millions en bourse

En regardant de plus près les comptes 2010 et 2011 de la Centrale et de la trentaine de ses satellites (soit une infime partie de la nébuleuses CGT) qui les ont rendus publics, on découvre que **le syndicat dispose d'une réserve financière de 82 millions d'euros dont 41 millions d'euros en placements.** Qui dit placement financier, dit excédent d'argent que l'on cherche à optimiser.

On est loin du discours proféré sur des banderoles dans la rue, ou mieux encore, sur les barricades syndicales bloquant des entreprises dont le cours en bourse fait monter la valeur des placements de la CGT. Un brin schizophrène.

Ou alors on est en droit de se poser une question : n'est-ce pas tout simplement une malhonnêteté intellectuelle que de faire croire aux Français que le capitalisme qui les nourrit est la racine du mal, quand ledit syndicat fait le contraire de ce qu'il prône ? Et ce, d'autant plus qu'une bonne part de cet argent provient de subventions publiques, c'est-à-dire de la poche du contribuable. D'ici là, si vous perdez votre job à cause d'une grève SNCF et/ou RATP, demandez à la CGT où placer votre prime de licenciement ! **EUDES BAUFRETON** ■

Les comptes de la CGT analysés par un expert-comptable

Les organisations professionnelles et syndicales sont tenues par la loi du 20 août 2008, si leurs ressources dépassent 230 000 euros, de déposer leurs comptes annuels sur

le site du *Journal officiel*. Il va sans dire que tous les syndicats ne le font pas... Didier Maréchal, expert-comptable et commissaire aux comptes a analysé pour Contribuables Associés les

données disponibles sur les comptes de la CGT 2010-2011 et ceux de ses satellites. **À lire sur <http://www.contribuables.org/2012/11/expert-comptable-analyse-comptes-cgt/>**

Syndicratie. Depuis 1967, les organisations syndicales et patronales se partagent la gestion du budget de la Sécurité sociale.

La gamelle du paritarisme

Sous le prétexte de gestion paritaire, c'est un pan entier des fonds publics qui dépend du bon vouloir de syndicats ne représentant qu'une infime minorité des Français, au déni même de la démocratie. Avec un tel gâteau à disposition (510 milliards d'euros de budget en 2015 pour la Sécu), auquel il faut ajouter les fonds du 1 % logement (4 milliards d'euros) et la formation professionnelle (17 milliards d'euros de fonds publics par an), on comprend que certains aient envie d'y goûter. Une méthode très classique de financement, à laquelle les



La gestion des caisses est en partie assurée par les syndicats considérés comme représentatifs.

organisations patronales comme les syndicats de salariés ont recours, est le versement de dédommagements pour « frais de paritarisme », qui s'ajoutent aux indemnités des représentants syndicaux qui siègent au sein des organismes. ■

CGT-Palace. Syndicalistes biberonnés par nos impôts et commissaires politiques des CE d'entreprises publiques souvent contrôlées par la CGT mènent la belle vie dans de somptueuses demeures historiques.

C'est la vie de château pour les syndicats et les CE du public



1

1 - Le Château de Fontenay-lès-Briis (Essonne) XVII^e. Propriété de la CGT et géré par le CE de la RATP. Un parc de 74 hectares, trois courts de tennis, un mini-golf, trente chambres...



2

2 - Le château d'Agecroft Propriété du comité d'entreprise d'EDF qui est piloté par la CGT, sert de résidence de vacances aux salariés du groupe. Il domine la baie de Cannes avec la plage à 300 m. Il est en vente pour 25 millions d'euros.

3 - Le château de Cappelle-en-Pévèle

Dans le département du Nord, le comité d'entreprise d'EDF et GDF est propriétaire de ce château XVIII^e.



3



4

4 - Le château de Ragny (Yonne), XII^e siècle. Propriété de la Banque de France et géré par le CE, accueille les enfants des employés en colonie de vacances.



5

5 - Le château de la Brévière Il abritait le centre de formation de Force Ouvrière, au cœur de la forêt de Compiègne (Oise). Le syndicat qui l'avait obtenu pour le franc symbolique après la Seconde Guerre mondiale l'a vendu en 2015 à un promoteur immobilier.



6

6 - Le château de La Bachasse (XIX^e) et son parc de 8 hectares, près de Lyon, sont la propriété de la SNCF depuis 1947.



Analyse. La chaire « Mutations, Anticipations et Innovations » de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Paris a publié en décembre 2014 une étude sur le financement des syndicats.

Un enseignement : les syndicats les plus riches sont aussi les plus subventionnés par vos impôts.

Syndicats : entre 22 % et 81 % de subventions publiques

Réalisée en partenariat avec le cabinet d'audit-conseil Audisol, cette étude intitulée « **La transparence financière des organisations syndicales et patronales** » est une première en France.

Et pour cause : ce n'est que depuis 2008 que les syndicats sont tenus de publier leurs comptes, et encore, comme le notent les auteurs de l'étude, ces comptes sont-ils incomplets.

Il restait donc à analyser lesdits comptes, et on peut s'étonner du peu de médiatisation reçu par l'enquête des universitaires, qui est sortie en pleine « **Affaire Lepaon** ».

Le fait le plus frappant est sans doute la dépendance des centrales syndicales aux subventions publiques (notamment liées à la formation professionnelle). Si la CFDT ne reçoit « que » 22% de son budget en subventions, ce taux atteint 81% pour la CGPME. Un taux plus faible mais s'élevant toujours à 34% pour le MEDEF.

8 %

Les cotisations rentrent pour seulement 8 % dans les ressources du syndicat patronal CGPME, selon l'IAE et le cabinet Audisol.

Retrouvez l'intégralité de cette étude sur notre site.

En matière de subventions comme en bien d'autres, **le patronat français est une extension de l'État.**

Aucun détail des subventions

Notons aussi les taux élevés de subventions à la CFTC (73%), Force Ouvrière (63%), la CFE-CGC (58%) la CGT (54%), Solidaires, l'UNSA (tous deux 47%) et chez les artisans de l'UPA (43%) :

À noter que le détail des subventions n'a pas été communiqué par les centrales syndicales. Ces taux ne comptabilisent pas le coût pour les entreprises et administrations des salariés affectés, à temps plein ou partiel, aux syndicats. Il s'agit pourtant bien de subventions, même si elles sont indirectes :

Dans ces conditions, le taux de cotisation par rapport aux ressources est symétriquement faible. Entre seulement 8% pour la CGPME, qui peine à recruter des entrepreneurs de petites et moyennes entreprises, et 63% pour le MEDEF. Entre les deux, Solidaires reçoit 48% de ses ressources en cotisations, la CFDT 47%, la CGT et la CFE-CGC 34%, l'UPA 33%, l'UNSA 29%, Force Ouvrière 19% et la CFTC 13%.

Le plus frappant dans cette étude est que les syndicats les plus vertueux, ceux qui dépendent le moins des subventions, sont ceux dont la santé financière est la plus précaire. La CFDT, dont les principales ressources proviennent des cotisations de ses membres, n'a que 9 mois de trésorerie d'avance, tandis que la CGT en a 16. Il y a donc une réelle incitation pour les syndicats à continuer à dépendre de l'argent de vos impôts. Plus ils en dépendent, plus ils s'enrichissent, et inversement.

ROMAN BERNARD ■

■ Répartition des ressources et part des ressources non affectées

| | CGT | CFDT | FO | CGC | CFTC | Solidaires | UNSA | MEDEF | CGPME | UPA |
|------------------|-----|------|-----|-----|------|------------|------|-------|-------|-----|
| Subventions (%) | 54% | 22% | 63% | 58% | 73% | 47% | 47% | 34% | 81% | 43% |
| Cotisations (%) | 34% | 47% | 19% | 34% | 13% | 48% | 29% | 63% | 8% | 33% |
| Non affectés (%) | 11% | 26% | 16% | 8% | 4% | 3% | 22% | 0% | 9% | 21% |

Sources : États financiers publiés et certifiés pour les exercices comptables de 2010 à 2012 des confédérations syndicales.

Ronds-de-cuir. L'aide aux syndicats s'élèverait à 250 euros par an et par fonctionnaire.

Un milliard pour les syndicats de la fonction publique

Selon un rapport de l'administration, les décharges de service et les subventions versées par l'État, les collectivités locales et les hôpitaux à l'ensemble des syndicats de la fonction publique coûteraient près de 250 € par an et par agent.

L'enquête a été menée en 2010 par quatre corps d'inspection, dont l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) auprès de toutes les administrations du Loiret et du Rhône. Les résultats de l'étude ont été extrapolés à l'ensemble de la fonction publique.

Les trois fonctions publiques consacraient dans ces deux départements jugés types au moins « 134 euros par agent et par an aux dépenses de soutien à l'activité des syndicats », et probablement beaucoup plus. Faute de données disponibles sur tous les types de dépenses concernées (mises à disposition de personnels, de locaux et de matériel, autorisations d'absence, décharge de service, subventions directes), ce total constitue « un minimum » et doit plutôt atteindre en réalité « aux alentours de 250 euros par agent » et par an, **d'après l'étude administrative.** Rapporté au nombre total de fonctionnaires, le soutien à l'activité syndicale coûterait donc de 700 millions à 1,3 milliard d'euros par an, hors entreprises publiques. 17 000 fonctionnaires en équivalent temps plein (ETP) sont mis à disposition des syndicats, chaque année, selon le ministère de la Fonction publique. Un chiffre sous-évalué. FABRICE DURTAL ■

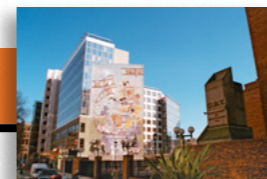
Vol organisé. Depuis janvier 2015, les salariés financent sans le savoir les syndicats sur leurs bulletins de salaire.

Le financement des syndicats rendu obligatoire !

Depuis le 1^{er} janvier 2015, une cotisation de 0,016 % du salaire brut est prélevée sur la fiche de paie et reversée à cinq syndicats de salariés (CFDT, CGT, CGC, FO et CFTC) et trois syndicats d'employeurs (MEDEF, CGPME et UPA). Si le taux peut sembler homéopathique, le montant final, lui, est généreux : environ 100 millions d'euros par an que se partageront les huit centrales. Votée le 5 mars 2014, cette nouvelle contribution vise à remplacer le financement des syndicats par la formation professionnelle, et cela

Cliquez sur la fiche de paie pour l'afficher en grand.

au nom de la « transparence ». La part de la masse salariale affectée à la formation professionnelle (0,9 %) n'a en revanche pas été réduite. Il s'agit donc d'un alourdissement de la fiscalité pesant sur les entreprises, et au final sur les salaires. Cette mesure conforte les centrales syndicales, qui, chez les salariés, ne représentent que 8 % des effectifs (6 % dans le privé, 15 % dans le public). Elles n'auront donc pas à faire trop d'efforts pour trouver de nouveaux adhérents... Ceci confirme aussi la dépendance des syndicats aux subsides publics. **Contribuables Associés milite pour que les syndicats ne soient plus financés par l'argent public, mais par les cotisations de leurs adhérents.** ■



Le siège de la CGT a été vandalisé fin juin, sans doute par des militants CFDT. Les suites de la loi Travail...

Subvention déguisée. Les cotisations syndicales payées par les salariés donnent droit à un crédit d'impôt de 66 % dans la limite de 1 % du salaire net.

Comment l'État paye les deux tiers des cotisations syndicales

Sachant qu'un crédit d'impôt est remboursé par l'État si le contribuable n'est pas imposable, cela signifie que deux tiers des cotisations syndicales sont en réalité à la charge de l'État et non du salarié.

Cela encourage évidemment les bas salaires à se syndiquer, alors même que ceux-ci constituent déjà la cible première des syndicats. Dès lors qu'un salarié sait que sa cotisation syndicale de 50 euros ne lui coûtera en réalité que 16 euros même s'il est non imposable, l'obstacle financier est levé. Avec un tel avantage, on peut se demander pourquoi le taux de syndicalisation reste si bas en France. A croire que malgré tous les efforts des pouvoirs publics, les syndicats restent tellement mauvais que les salariés n'en veulent pas, même gratuitement. La finalité de cette subvention déguisée, est d'ailleurs d'autant moins compréhensible que l'adhésion à un syndicat relève d'une démarche

Avec un tel avantage, on peut se demander pourquoi le taux de syndicalisation reste si bas en France...



personnelle et ne peut pas être assimilée à un acte désintéressé ou d'intérêt général.

Or, si un crédit d'impôt est remboursé au contribuable qui n'a pas d'impôt sur lequel l'imputer, il n'en va pas de même de la réduction d'impôt pour dons aux œuvres qui, elle, est définitivement perdue en l'absence d'impôt à réduire. Autrement dit, le contribuable non imposable qui cotise 100 euros à son syndicat reçoit un remboursement de 66 euros alors que s'il donne 100 euros pour aider à la réinsertion des SDF, il ne reçoit rien et a réellement déboursé 100 euros. Est-ce juste ? On peut en douter...

OLIVIER BERTAUX ■

La sénatrice coco se faisait arroser par la CGT EDF

Brigitte Gonthier-Maurin, 60 ans, est sénatrice communiste des Hauts-de-Seine depuis 2007. Elle a été reconnue coupable en 2014 d'avoir occupé un emploi fictif payé par la Caisse centrale d'activités sociales, le comité d'entreprise d'EDF, où elle était censée travailler, alors qu'elle exerçait ses activités à la fédération du PC des Hauts-de-Seine. Elle s'est vu infliger 10 mois de prison avec sursis, en octobre 2014. Brigitte Gonthier-Maurin est toujours sénatrice

en 2016... Dirigé depuis 1947 par la CGT, le comité d'entreprise d'EDF est un État dans l'État. Financée à hauteur de 1 % des ventes de gaz et d'électricité, la CCAS, qui compte 3 000 salariés pour 700 000 bénéficiaires dispose d'un budget annuel de 600 millions d'euros. De quoi continuer à engraisser la CGT et le PC. J.-B. L.



Le palais des Soviets. Sous des formes diverses, l'état socialiste a financé la construction des 90 000 m² de bureaux que le syndicat occupe à Montreuil.

Le siège de la CGT bâti avec l'argent des contribuables

Qu'il est beau, mon palace : c'est la mine réjouie que Georges Séguy, le secrétaire général du syndicat, inaugure le nouveau siège de la CGT en juin 1982.

La conception des bâtiments a été confiée à Claude Le Goas un urbaniste membre du PC qui affirmait mener **une expérience de rénovation urbaine en construisant « la ville sur la ville » (cliquez ici pour lire la vidéo)**. Résultat, 90 000 m² de bureaux, répartis sous une verrière, dans le Bas-Montreuil (Seine-Saint-Denis). Leur construction a coûté cher aux Montreuillois comme à la collectivité nationale.

Merci Pierre Mauroy !

Aux habitants de Montreuil tout d'abord. Fin des années 70. La centaine d'entreprises installées dans la future zone d'emprise du palais cégétiste est priée de céder la place. Un comité de défense se constitue. On y trouve aussi des cégétistes mécontents de voir l'emploi local écrasé par le poids de leur maison mère. Peine perdue. Finalement, les sociétés mettront toutes la clé sous la porte. Quinze cent emplois disparaissent. Le terrain est livré aux bulldozers.

Du premier coup de pioche à la dernière coulée de béton, il y aura quelques brouettées de milliards (de francs) à trouver. La CGT est à la peine. D'autant que l'addition ne cesse de monter. Elle passe de 27 à 32 milliards entre 1976 et 1982. Pour faire face, les dirigeants de

la CGT lancent la « vignette Montreuil », une souscription nationale qui recueillera 320 millions de francs. Le syndicat emprunte aussi beaucoup en bénéficiant parfois de garanties publiques et donc de taux plus bas. Il remonte aussi le prix de sa carte annuelle.

Le salut viendra de Matignon, en 1981. Au prix de quelques contorsions budgétaires, Pierre Mauroy dispensera notamment la CGT d'une redevance sur la promotion immobilière, en la dotant d'un crédit d'équipement équivalent. Il lui fera aussi cadeau des intérêts de retard accumulés. Soit, une largesse coûtant aux contribuables de l'époque, cégétistes ou pas, l'équivalent d'un demi-milliard de francs.

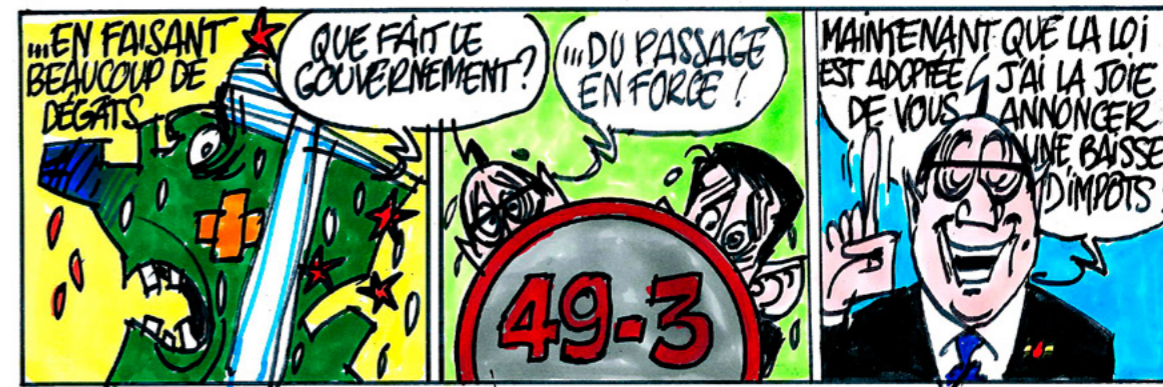
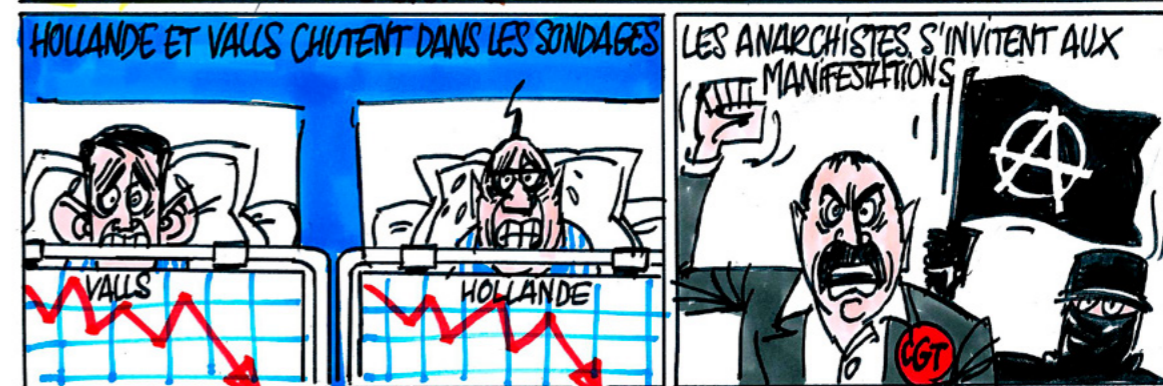
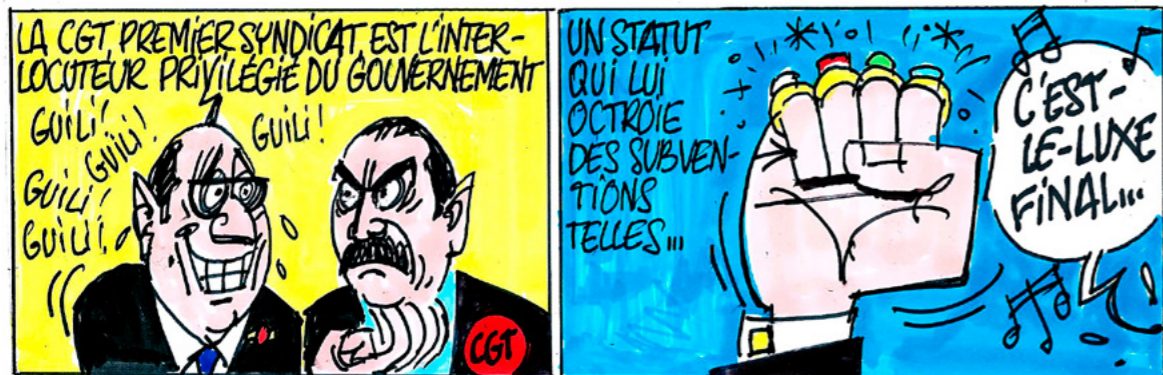
F. D. ■

Les interrogations de la presse de l'époque.

La CGT dans ses nouveaux locaux



Logée jusqu'à présent au 211-213, rue La Fayette (Paris 10^e), la CGT s'est installée lundi dans ses nouveaux locaux : un ensemble immobilier situé à la Porte de Montreuil, qui n'a rien à envier aux immeubles de Neuilly et de la Défense. L'affaire, lancée en 1974, aura coûté au total 32 milliards de centimes, soit plus de dix fois les recettes annuelles de la centrale de M. Krasucki et plus de cent fois le seuil prévu pour l'impôt sur la fortune. Une somme qui ne manque pas de soulever certaines questions sur la façon dont l'opération aura été financée.



TOUJOURS DISPONIBLES !

les enquêtes
du contribuable

Nos anciens numéros

*CLIQUEZ SUR LES COUVERTURES
POUR COMMANDER LES NUMÉROS*

les enquêtes
du contribuable

redaction@contribuables.org – 01.42.21.16.24. – 42, rue des Jeûneurs 75002 Paris